

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

Le quotidien du peuple

LUNDI
2

FEVRIER
1976

N° 99

1,50 F

Belgique : 15 F
Commission paritaire n° 56 942

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

les contradictions franco-algériennes :

GISCARD NIE L'EVIDENCE

Sommaire

- p. 3 : Lip - Giscard, Neuschwander et la réforme de l'entreprise...
- p. 4 : les élections dans les chambres d'agriculture.
- p. 5 : A dix jours de la Conférence Nord-Sud...
 - Le chômage au quotidien.
- p. 6 : La vie du journal.
- p. 7 : Notre feuilleton : Étoile Rouge sur la Chine d'Edgar Snow
- p. 8 : Iran - les combattants du peuple.

«Entre la France et l'Algérie, il n'y a, à mes yeux, ni crise, ni tension, ni même situation conflictuelle», a déclaré Giscard d'Estaing au «Nouvel Observateur».

Mais, sur le plan économique, l'Algérie a dû prendre des mesures de nationalisation contre la société française ELF-ERAP, qui trafiquait sur son pétrole. Giscard d'Estaing se lave les mains des actions de ce trust, allant même jusqu'à le désigner comme une entreprise privée, alors qu'il s'agit d'une entreprise d'Etat et, en tant que telle, soumise nécessairement à l'orientation gouvernementale. Le seul terrain qu'il trouve pour affirmer que la coopération franco-algérienne fonctionne de façon satisfaisante, c'est le plus anodin, celui des échanges culturels.

Mais, abordant la question du Sahara, Giscard maintient intégralement la position française de soutien à l'accord tripartite Espagne-Maroc-Mauritanie, qui consacre le partage de l'ancienne colonie espagnole entre les deux derniers pays, au mépris de la volonté du peuple



L'armée mauritanienne : depuis qu'elle intervient au Sahara, la France a considérablement augmenté son armement.

sahraoui. Bien sûr, il y a l'incroyable mépris à l'égard du peuple sahraoui, qualifié de «population nomade». Mais il reste aussi qu'un conflit oppose actuellement le Maroc et la Mauritanie au peuple sahraoui, représenté par le Front POLISARIO ; que, dans ce conflit, l'Algérie soutient la position du Front de Libération sahraoui, et que cette situation est à l'origine de la tension actuelle dans la région.

Sur les deux questions cruciales : la coopération économique et le Sahara, les déclarations de Giscard d'Estaing sont un maintien des positions antérieures de la France, qui sont, qu'on le veuille ou non, à l'origine des difficultés actuelles entre Paris et Alger.

Les passages où Giscard

«respecte l'option socialiste des Algériens», où il condamne, de façon «diplomatique», d'éventuelles revendications marocaines sur la région algérienne de Tindouf, peuvent peut-être tracer la limite de l'intervention que la France compte avoir dans la région. Ils n'effaceront pas l'armement fourni au Maroc (malgré l'affirmation que «les livraisons remontent à plusieurs mois»), et également à la Mauritanie (sujet soigneusement évité). Ils n'effaceront pas non plus le déséquilibre grave des relations commerciales franco-algériennes.

C'est dans ces réalités, dans la politique néo-coloniale de la France au Maghreb, que réside l'origine des difficultés niées par Giscard.

Jean LERMET

SEGUY, VRP CHEZ MANUFRANCE

Voir page 5

Election du
Parlement européen

comme Giscard le P.S. approuve

Voir page 3

Le Tréport :

MANIFESTATION CONTRE LA VENUE DE PONIATOWSKI



Poniatowski visitait hier la Côte d'Opale (entre Le Touquet et Le Tréport). Il s'est rendu ensuite à Abbeville où Max Le Jeune, député maire le recevait. Il y avait aussi une manifestation à laquelle appelaient les syndicats pour cette réception.

Après deux mois de lutte LES MENACES DE LA SONACOTRA

Voir page 4

REPORTAGE

CATALOGNE COMBATTANTE

Reportage de Frédéric FERRER

En attendant l'amnistie : "XIRI" -2-

La «Modelo» de Barcelone. C'est là qu'ils ont fusillé Txiki, après tant d'autres. De hauts murs d'où s'échappent quelques palmiers. Une porte monumentale et, dans son ombre, les deux gardes civils qui sont plantés là depuis quarante ans. Au coin de la rue, la grosse voiture blanche de la police armée, bourrée de grises en uniforme.

De l'autre côté, un groupe de jeunes est assis par terre. Cet après-midi là, il y en avait un qui avait amené sa guitare. On chantait «l'estaca», quelques gens plus âgés sont assis avec eux, et il y a Xiri. Depuis Noël, il vient tous les jours ici et, de 9 h. du matin à 9 h. du soir, il attend la libération des emprisonnés.

La plupart du temps, les grises laissent les gens se regrouper un peu au coin de la rue mais, de temps à autre, ils changent de trottoir et vident tout le

monde : « circulez, circulez... ». Ici, on aurait du mal à oublier que l'état d'exception est toujours en vigueur.

Et puis, il y a les «Cristo-Rey». La première fois que nous avons voulu voir Xiri, cela a été impossible de l'approcher. Comme tous les soirs maintenant, un petit groupe de fascistes manifestait contre leur bête noire, bras levés, chants et drapeaux fascistes, ils molestaient les passants sous l'œil bienveillant de la police. Un peu plus loin, une trentaine de personnes observaient, la rage au cœur.

C'est le lendemain que nous avons pu avoir une longue discussion avec lui. On marchait de long en large, sous la menace permanente d'être interrompus. Le matin même, on avait embarqué un groupe de quatre jeunes et quand nous avons quitté Barcelone, nous ne savions toujours pas ce qu'il en était advenu.



Mossèn Xirinachs (le premier à partir de la gauche) devant la prison de Barcelone.

Quotidien du Peuple. - Tu luttas pour une amnistie totale...

Xiri. - Totale, oui, c'est cela que nous voulons, de toutes les façons, une amnistie qui excluerait quelques uns, ça ne serait pas vraiment l'amnistie. C'est probable qu'ils chercheront d'abord à gar-

QdP. - Qui vient surtout ?

Xiri. - Des gens de toutes sortes, de toutes les classes et de toutes les régions de la Catalogne, les chefs de quelques partis politiques mais surtout les gens du peuple, les femmes du quartier en allant faire leur marché, des ouvriers d'une usine voisine qui viennent discuter à l'heure du déjeuner, des délégations d'usine. L'autre jour, une trentaine sont venus de la SEAT mais on ne les a pas laissés se réunir devant la prison, d'autres du Baix Llobregat sont venus après leur marche sur Barcelone. J'ai vu aussi les élèves de l'Institut Milà i Fontanals qui sont en grève...

On vient aussi de toute l'Espagne, de Madrid, de Galice, du Pays Basque.

C'est que mon geste a une utilité sociale. L'amnistie, le peuple la désire profondément et la forme de lutte que j'ai adoptée a plu. C'est la première fois qu'on fait quelque chose comme ça, dans la rue.

XIRINACS ET SON PEUPLE

Mossèn Xirinacs a déjà fait deux fois la grève de la faim pour l'amnistie. Jugé, il s'est rendu célèbre, parce qu'il s'est refusé à prononcer un seul mot dans une autre langue que celle de son peuple : le catalan.

«Xiri», n'est pas seulement un jeune prêtre très représentatif de la lutte

représentatif de la crise idéologique qui traverse l'église. C'est surtout un des hommes les plus populaires de son pays. Ses actions font l'unanimité du peuple et de l'opposition.

der ceux qu'ils accusent d'avoir commis des «délits de sang» comme on dit, dans ce cas, je pense qu'il faudra changer de forme de lutte. Mais mon avis, c'est qu'il faudra intensifier notre action.

QdP. - Est-ce que tu es seul pour organiser ce mouvement ?

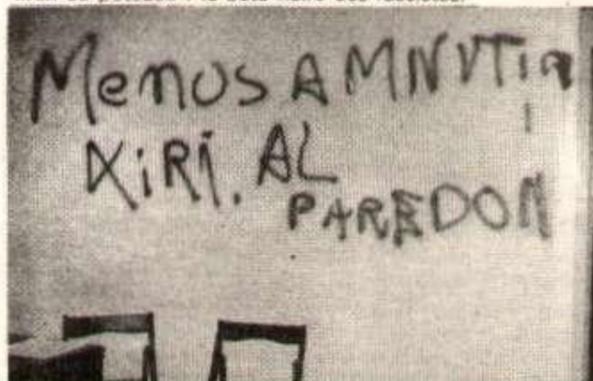
Xiri. - Au point de départ, c'est vrai, j'ai une position individualiste : j'ai été emprisonné, on m'a fait sortir et pas les autres, alors je suis engagé vis-à-vis des camarades de l'intérieur, je reste là et je les attends. Alors pour commencer, il n'y avait personne et puis, le quatrième jour, quelques uns sont venus me voir, deux compagnons se sont joints à moi, maintenant, il y a ici une bande de jeunes presque en permanence et on vient me voir de partout.

Deux sortes de violence

QdP. - Tu peux communiquer avec les prisonniers ?

Xiri. - Pas directement, mais à travers les familles qui viennent les visiter. Tu connais les gens du FRAP ? Et bien, il y en a à la prison et ils m'ont fait dire que leur organisation soutenait mon action. Ce n'est pas qu'ils renoncent à leurs formes d'action violente mais ils espèrent qu'on pourra obtenir l'amnistie par des moyens pacifiques. Cela montre qu'il n'y a personne de violent pour la violence.

«Xiri au poteau» : la bête noire des fascistes.



QdP. - Quelle est ta position exacte au sujet de la non-violence ?

Xiri. - Ah oui ! Là, je n'ai pas une position classique. Je considère qu'il y a deux sortes de violence, d'abord une violence oppressive, le colonialisme, l'exploitation du prolétariat... Celle-là, je la refuse totalement et je la combats.

D'autre part, il y a la violence du peuple opprimé qui se défend, et celle-là mérite tout mon respect, je ne perdrai ni cinq centimes, ni une minute pour la freiner. Ce que je fais, c'est simplement essayer de présenter une autre alternative, en quelque sorte, ce sont des expériences que je suis en train de faire, cela peut être un succès ou un échec. Mais il faudrait que bien

plus de gens adoptent cette forme de lutte, la non-violence est peu connue en Occident et il faut qu'elle se développe.

Je voudrais dire aussi que je suis bien conscient qu'il existe des non-violences qui ne font qu'aider la violence oppressive et cela me fait très peur

La démocratie des vedettes

QdP. - A ton avis, pour quoi est-ce qu'ils ne t'ont pas encore remis en prison ?

Xiri. - Tu comprends, moi, je suis une «vedette», com-

taurer en Espagne une dictature de centre droite.

En réalité, il n'y a aucun signe réel de démocratisation. Le gouvernement que nous avons actuellement, c'est un gouvernement strictement américain, tu prends tous les ministres un par un, ils sont tous très liés aux Américains. L'Espagne est une véritable colonie des USA et les Américains continuent de se tromper

comme ils se sont trompés au Viet Nam, au Chili et partout, ils veulent continuer à exploiter l'Espagne et ne veulent même pas nous donner ce qu'ils ont chez eux : la démocratie formelle.

Il ne faut pas que l'Europe soit trompée, en Espagne rien n'a changé et ce que veut Giscard et Schmidt, c'est une Espagne telle qu'elle est, ils veulent une Espagne colonisée par l'Europe.

La grève des lycéens de Barcelone

Lorsque nous sommes arrivés, au rendez-vous quelques centaines de jeunes massés sur les trottoirs mais aussi deux ou trois jeeps de couleur grise... Malgré tout, on se manifeste, un groupe se met en travers de la chaussée qui est en sens unique et avance lentement en frappant vivement dans les mains. Les gens ont des réactions variées : il y a un débat animé pour savoir si on a raison ou non d'occuper la chaussée, ce qui fait invariablement intervenir la police. Les flics chargent.

Rendez-vous est donné à 8 heures dans le centre, là, les jeunes jouent la police pendant trois quart d'heures en scandant des slogans. Montse, qui prépare le baccalauréat en cours du soir, comme beaucoup dans ce pays où l'enseignement n'est pas gratuit, nous explique le sens de la lutte.

Depuis plusieurs semaines, les lycéens de Barcelone se battent contre le nouveau plan d'étude. Si on ne reconnaît pas la validité du 5^e degré de l'ancien plan, beaucoup d'élèves qui n'ont pas été admis à leur dernier examen vont perdre 3 ans. Et, ajoute-t-elle, «les examens, ça se passe comme ça — elle fait mine de feuilleter des copies à toute allure et elle commente — «celui-là oui, celui-là non, celui-là oui, celui-là non... La sélection ici, elle n'est pas seulement économique, elle est politique et ça, tu peux l'écrire dans ton journal, mais en gros comme ça». A grand fracas, on leur avait annoncé la démocratisation mais, ajoute-t-elle, «c'est une farce tellement grande !»

Qu'on en juge : à l'Institut d'Etat Milà i Fontanals, dont le directeur est fasciste — comme partout — mais particulièrement zélé, 16 élèves ont été renvoyés parce qu'ils élevaient un peu trop la voix. Pour protester, les lycéens ont décidé de faire des «sentades» (sit-in) devant l'Institut. Alors, le directeur a carrément fermé l'établissement. Tous les jours, il y avait une manifestation, finalement, il a été obligé de rouvrir mais, lorsque les élèves sont rentrés, il y avait des grises partout dans les couloirs ! Du coup tout le monde est sorti et la grève totale a été décidée. Vingt-trois instituts sont dans le mouvement, ils exigent la réadmission des seize, le départ des flics et la démission du directeur.

me Camacho, comme Felipe Gonzalez... Et il y a comme ça un certain nombre de personnalités qui ont une certaine réputation en Europe et que le régime désire bien traiter pour qu'en Europe, on dise qu'il y a une vraie libéralisation. Mais toutes les actions vraiment populaires sont maltraitées comme avant. En réalité, ils ne cèdent rien, ils ne veulent rien céder, ce qu'ils essaient de mettre en place, c'est une fausse démocratie des vedettes...

QdP. - Alors, comment comprends-tu la situation ?

Xiri. - Ce qui se passe aujourd'hui, c'est que des groupes très puissants veulent hériter pour eux seuls du pouvoir politique et ins-

INFORMATIONS GENERALES

Élection du parlement européen

LES POSITIONS DU PS

L'élection du parlement européen au suffrage universel a encore été, ce week-end, au centre des débats des partis bourgeois. Vendredi, Robert Fabre, des radicaux de gauche, annonçait que ce projet retenait ses faveurs, à la condition que le mode de scrutin soit le même dans tous les pays. De son côté, le comité directeur du PS, qui s'est réuni samedi, a pris position. Les divergences sur cette question à l'intérieur du parti réformiste n'en sont pas pour autant éteintes : la déclaration n'a été votée que par 97 voix contre 34.

Le comité directeur s'est pourtant déclaré favorable à cette élection au suffrage universel. Son argument principal est qu'elle serait «un élément de démocratisation des institutions européennes». Mitterrand, il y a

quelques jours, y allait aussi de sa déclaration hypocrite parlant, à ce propos, de «l'entrée massive de travailleurs dans les institutions» de l'Europe.

C'est une manière bien peu convaincante de masquer l'essentiel du débat. Il faut en effet savoir le risque principal qu'entraîne l'élection du parlement européen de cette manière : c'est l'augmentation de ses pouvoirs, et l'extension de sa compétence jusqu'à la prise de décisions applicables dans les pays de la CEE, entre autres la France. Le danger évident est ainsi que notre pays souffre un peu plus de l'atlantisme de la majorité qui serait élue à ce parlement. Dans ces conditions, le PS, qui met en avant la «démocratisation», ment ostensiblement. Mauroy, l'un des adjoints de Mitterrand,

n'a pas caché d'ailleurs, la semaine dernière, qu'il «faut doter de pouvoirs réels ce parlement», et qu'il défend un «minimum de programme commun aux socialistes d'Europe». On voit ici s'ébaucher une coalition Mitterrand-Wilson-Schmidt défendant la soumission européenne aux diktats lancés de Washington.

Mais cette question a aussi des conséquences sur l'équilibre des partis bourgeois en France. Pour la forme, et pour tenter de désamorcer les critiques du PCF, le comité directeur du PS a précisé qu'il s'opposait, par avance, à toute «tentative de manœuvre politique». Mais cela n'empêche que la convergence s'ébauche entre Giscard et le PS. Leprince-Rinquet, envoyé de Mitterrand, avait d'ailleurs offi-

ciusement transmis l'accord du PS à Giscard, lors d'une entrevue récente à l'Élysée. Face à l'opposition rencontrée dans l'UDR, Giscard n'est pas mécontent que son projet puisse trouver l'appui du PS : il poursuit toujours, face au mécontentement des travailleurs, l'espoir de construire ce «consensus populaire» et il compte sur le PS pour dévoyer une partie des votes populaires.

Ainsi, l'affaire du parlement européen trahit les velléités de la bourgeoisie de faire diversion face aux questions brûlantes du chômage, de l'inflation. Mais l'enjeu est aussi, dans cette bataille, la soumission aux pressions de Washington.

Paul LEFORT

Lip GISCARD, NEUSCHWANDER ET LA REFORME DE L'ENTREPRISE

Tout le monde se souvient de la phrase de Messmer en 73, «Lip, c'est fini...». Elle tombait au moment où les travailleurs de Lip multipliaient les meetings de soutien dans toute la France et rencontraient une solidarité de la part de milliers de travailleurs pour qui Lip devait devenir un symbole. Et aujourd'hui encore, la victoire des Lip, on ne l'a pas oubliée. Giscard le sait. Il a compris le danger que représente un nouveau combat des horlogers de Palente.

Alors que les licenciements se multiplient dans la sidérurgie, qu'aux aciéries de Pompey, les travailleurs entrent dans leur 9^e semaine de grève, qu'à la Solmer le combat s'étend depuis cinq semaines, l'entrée en lutte des travailleurs de Lip, deux après leur victoire, ne peut que constituer un puissant encouragement pour engager une offensive généralisée contre les attaques de la bourgeoisie. Giscard l'a compris.

Vendredi soir, il devait annoncer «qu'il prenait en main le dossier Lip, que Lip ce n'était pas fini». Par l'intermédiaire du comité interministériel d'aménagement des structures industrielles, des fonds seraient

versés pour épouger le déficit de la société horlogère. Comme le répète la presse et la TV «Giscard a voulu éviter une nouvelle crise»; c'est sûr. Mais en même temps, il s'est taillé un de ces coups de publicité dont il espère beaucoup. Car, il s'agit bien d'une



A Lip, à nouveau, il va falloir se battre.

travail manuel, Neuschwander, le «patron, mais» a été reçu deux fois par Giscard avec lequel il s'est entretenu de la réforme de l'entreprise telle qu'il tente de l'appliquer à Lip. Ces «réformes», les travailleurs de Lip les connaissent bien pour les avoir éprouvées,

décision de Giscard estimait, que «cette intervention constitue un élément intéressant et positif pour la survie de Lip et de son potentiel commercial...» et que «l'intervention du chef de l'Etat est néanmoins un acquis pour l'avenir».

Il y a plus d'un mois que le CIASI est saisi du dossier Lip et cela fait 15 jours que les réductions d'horaires et les 37 pré-retraites son annoncées. Sachant cela, son «empressement à décrire» la situation à Palente fait sourire ! D'autant que les cas d'entreprise en péril qui sont entre les mains du CIASI ne manquent pas ! Et puis, comme le disait une ouvrière de Lip, «de toute façon, les fonds que le CIASI peut verser ne remettent pas en cause le plan d'austérité Neuschwander. Ils seront certainement destinés à faire avancer plus vite la commercialisation de la nouvelle montre à quartz qui n'est qu'un secteur de l'usine. Et en attendant nous faisons les frais des réductions d'horaires !».

Piaget, en apprenant la

mise en scène cousue de fil blanc.

C'est que la «réforme de l'entreprise» a besoin d'un peu de crédibilité, comme les autres «réformes» giscardiennes, elle ne rencontre jusqu'à présent aucun succès. Après Stoleru, qui a pris un O.S. dans son cabinet pour vendre sa revalorisation du

Le rapt de Philippe

Contrairement à ce qui s'était passé lors de l'enlèvement du petit Christophe Mérieux et du kidnapping de Hazan, le rapt de Philippe Bertrand a été très rapidement connu de la presse. La police a décidé de jouer la carte de la pression psychologique sur les ravisseurs. Peut-être pense-t-elle que ces ravisseurs ne sont pas du même type que ceux de Christophe Mérieux... dont on ne reparle plus.

Philippe Bertrand, 7 ans, a été enlevé vendredi midi à Troyes, à la sortie de l'école. A 12 h 45, sa mère recevait le premier coup de téléphone des ravisseurs : «Nous avons enlevé votre fils. Préparez une rançon de 100 millions anciens. Je vous rappellerai à

18 heures...». Les parents préviennent la police et commencent à réunir l'argent, ils ne sont pas particulièrement fortunés : Monsieur Bertrand est cadre, mais le grand-père de Philippe, responsable d'un cabinet d'Assurances, a de quoi répondre aux exigences des ravisseurs.

Vendredi 18 heures, nouveau coup de téléphone, au bout du fil, l'homme réitère sa demande, Monsieur Bertrand fait durer la conversation pour permettre à la police de localiser la provenance de l'appel. Quand les policiers arrivent près de la cabine, ils aperçoivent un homme qui s'enfuit. Depuis, il n'y a pas eu de nouvel appel de la part des ravisseurs, ce

qui semble indiquer qu'ils sont assez désarmés. C'est pourquoi, la presse, la radio et la télévision ont été autorisées à parler de cette affaire.

Un appel du grand-père de Philippe aux ravisseurs a été largement diffusé. La police perquisitionne dans la cité HLM de Bréviandes, dans la banlieue de Troyes, près de la cabine téléphonique où le ravisseur a été aperçu, c'est une véritable invasion, avec patrouilles de CRS dans les rues, sans égards pour les habitants, perquisitionnés comme s'ils étaient tous complices des ravisseurs. Il est vrai qu'on est dans une cité populaire, où se trouvent les catégories dangereuses de la population selon Poniatowski.

Correspondant LIP

En bref

Médecins - Sécurité Sociale : l'impasse

À l'issue de son assemblée générale extraordinaire, la CSMF (Confédération des Syndicats de Médecins de France) a annoncé qu'elle ne signerait pas la convention proposée par la Sécurité Sociale, convention qui a été signée, il y a deux semaines, par la Fédération des Médecins de France. La CSMF, qui regroupe la majorité des médecins s'oppose à la création de centres de médecine conventionnée où les patients n'auraient à payer que le ticket modérateur. Dans l'immédiat, ce désaccord n'entraînera pas de conséquence pour les assurés sociaux.

127 œuvres de Picasso dérobées à Avignon

Le palais des papes d'Avignon a reçu la visite d'amateurs d'art moderne particulièrement assidus : ils se sont déplacés de nuit. Dérangés par les gardiens, leur faisant observer que le règlement interdit les visites en dehors des heures d'ouverture, ils se sont fâchés et les ont malmenés. Afin d'admirer tranquillement les œuvres de Picasso exposées au Palais des Papes, ils en ont emmené 127 avec eux. L'amour immodéré qu'ils semblent porter à la peinture moderne, laisse craindre qu'ils ne les rapportent pas. Il pourrait également s'agir d'un rapt bassement mercantile, auquel cas, les voleurs mettraient en vente les Picasso qui sont actuellement très cotés sur le marché des œuvres d'art, à moins qu'ils ne préfèrent une transaction avec la compagnie d'assurance concernée comme ça se fait assez souvent dans ce genre d'affaire.

Un drame à Liévin

Vendredi, a été trouvé mort un petit enfant de 9 mois, à Liévin. Son père et sa mère sont inculpés et en détention à Béthune. Il apparaît que l'enfant est mort faute de soins et de nourriture.

Le père de l'enfant avait quitté le domicile pour se rendre chez ses parents, à Lens. Il ne pouvait plus s'entendre avec sa femme. Il ne s'agit pas apparemment d'un drame occasionné par la misère. Car la famille payait régulièrement son loyer et l'argent rentrait régulièrement. Cependant, depuis son départ, le père n'avait plus envoyé, semble-t-il d'argent à sa femme.

La vie de sa femme qui recevait beaucoup d'amis chez elle, semble être à l'origine de son départ.

Au-delà des responsabilités individuelles des parents dont l'enquête dira peut-être pourquoi ils ont laissé mourir ce bébé, on bute sur une réalité révoltante de la vie aujourd'hui : les familles vivent isolées les unes des autres, les problèmes de la vie quotidienne assaillent bien souvent des jeunes, mal armés pour s'occuper d'une famille.

VAGUE DE FROID SUR LA FRANCE

«Vague de froid sur la France, chutes de neige sur la moitié Est du pays, enfin de la neige pour les stations de sport d'hiver...». La speakerine d'une station de radio s'arrête, peut-être l'a-t-on poussée du coude pour lui faire comprendre qu'il n'y a pas que les stations de sport d'hiver. Elle se reprend, mal à l'aise : «Mais le froid entraîne aussi des dangers, attention aux chauffages...».

C'est vrai, la neige fait miroiter d'épais chiffres d'affaires aux vendeurs de «loisirs» à la montagne. C'est vrai que c'est aussi l'occasion de mémorables batailles de boules de neige à la sortie de l'école (et même à l'intérieur... ajoutent certains gamins qui ne voudraient quand même pas qu'on les prenne pour des fayots...). Mais froid et neige sont surtout une épreuve pour des millions de gens. Combien de vieux, tel cet ancien mineur silicosé mort de froid en allant chercher du bois mort pour se chauffer, se

demandent avec angoisse s'ils s'en tireront.

Dans un vieux quartier de Paris, où se mêlent les immeubles modernes (souvent déjà dégradés) nés de la «rénovation» et de vieux immeubles, on en discutait, ce dimanche matin. Une vieille dame, ancienne ouvrière sur presses : «Chez moi, je suis obligée de diminuer mon chauffage au mazout, simplement pour être sûre de pouvoir le payer tout l'hiver. Moi, je suis encore vaillante, mais deux entrées plus loin, il y a une vieille dame qui n'est pas sortie de chez elle depuis une semaine. Je lui fais ses courses, mais imaginez qu'elle habite un de ces immeubles modernes où personne ne se connaît !»

Froid et neige... Profit pour certains, épreuve pour beaucoup d'autres, épreuve pour les conditions de vie imposées par le capitalisme ne font qu'aggraver, d'autant plus que la météo ne prévoit pas d'amélioration dans les prochains jours...

LUTTES OUVRIÈRES

En bref

L'UL-CFDT de Paris et les emprisonnés...

Dans un communiqué l'UD-CFDT de Paris désavoue les Unions Locales du 8^e, 9^e et 10^e parce qu'elles organisent des meetings de protestations avec «des organisations dont les positions sont fondamentalement en contradiction avec les siennes». L'UD-CFDT de Paris montre ainsi le camp qu'elle a choisi : celui de Maire qui se refuse à développer un large soutien aux emprisonnés et qui participe aux démarches avec les «partis de gauche». Mais les militants et de nombreux responsables CFDT ont compris qu'il n'y a rien à attendre de ces gens-là, ce qui compte, c'est effectivement d'organiser la riposte la plus large possible avec tous ceux qui sont prêts à lutter réellement contre la répression.

Un patron qui n'a rien compris!

Il y a déjà deux mois, les 250 travailleurs de la CTA (Chaudronnerie et Tuyauterie d'Aquitaine) apprenaient que leur patron avait décidé de se passer d'eux, et qu'il envisageait de les mettre à la rue. Alors, aujourd'hui, et ce depuis plus de 2 mois, ils occupent. Et s'ils occupent, c'est bien pour exiger la réouverture, pour refuser les licenciements. Il faut croire que le patron ne l'a pas encore compris, puisqu'il vient de déclarer que si les travailleurs voulaient toucher leurs indemnités, il fallait qu'ils cessent l'occupation des locaux ! Ce qu'il n'a pas compris, c'est que les travailleurs comme partout ailleurs, exigent un emploi pour tous et non pas quelques semaines de salaire et des reclassements illusoire. L'occupation qui continue de plus belle va peut être enfin lui ouvrir les yeux ! Et s'il n'est toujours pas convaincu, les travailleurs de la CTA sauront l'y obliger !

COMMUNIQUÉ

ASSOCIATION NATIONALE PAYSANS TRAVAILLEURS

Les paysans sont victimes d'année en année d'une augmentation constante de leur charges (engrais, aliments du bétail, matériel, etc...), alors que les prix à la production stagnent. En 1969 il fallait 40 000 litres de lait pour payer un tracteur de 50 ch., en 1975 il en faut 60 000 litres.

Ce sont surtout les petits et moyens paysans qui voient leur revenu se dégrader le plus (plus de 15 % de baisse en 2 ans) et sont condamnés à la misère ou à l'abandon.

Parallèlement les industries agro-alimentaires et le négoce se développent en faisant de confortables profits, n'hésitant pas pour cela à ruiner un grand nombre de paysans en recourant massivement aux importations. On le voit actuellement pour le vin comme on l'avait vu en 1974 pour la viande.

De jour en jour, le mécontentement grandit dans les campagnes (manifestations dans le Midi viticole, dans la région du Cognac, à l'occasion du voyage de Chirac en Bretagne...)

Pendant le même temps nous assistons au déroulement d'un scénario bâti dans la concertation entre la commission de Bruxelles, le Gouvernement et le Syndicalisme Officiel et destiné à détourner le mécontentement des paysans.

La commission fait des propositions de prix scandaleusement basses (6,1 % de moyenne dont 0,6 % pour le lait), ce qui permet à Bonnet et Chirac de se poser en défenseur des paysans par de pseudo-négociations etc... et à la F.N.S.E.A. et au C.N.J.A. d'organiser des manifestations pour les soutenir, c'est l'objet de la journée d'action du 17 février.

Les Paysans-Travailleurs s'associent à toutes formes de lutte des petits et moyens paysans pour une véritable amélioration de leur revenu et la défense de leur emploi, c'est pourquoi ils refusent les revendications de prix en pourcentage qui profitent principalement aux gros producteurs. Des initiatives seraient prises dans les départements pour des actions sur la base des revendications des Paysans-Travailleurs :

- prix de revient avec quantum (ainsi pour le lait un quantum de 50 000 l. par an, en revendiquant le prix de revient de 1,06F/l. pour 1 000l./mois).
- refus des interprofessions qui visent sous couvert de co-responsabilité à faire payer aux paysans des taxes de réorption.
- limite de la taille des ateliers.

Plus que jamais les Paysans-Travailleurs dénoncent la comédie organisée, autour de la fixation des prix à Bruxelles, pour masquer les conséquences néfastes pour les paysans, du libéralisme du Marché Commun.

COLLECTIF NATIONAL PAYSANS-TRAVAILLEURS

Après des mois de luttes

LES MENACES DE LA SONACOTRA

Samedi après-midi, la salle de télévision du foyer Sonacotra de Colombes, est pleine à craquer. Les représentations des foyers de la région parisienne en grève des loyers, pour certains depuis un an, doivent avoir une nouvelle entrevue avec la direction de la Sonacotra. Ils ont demandé que le secrétaire à l'Immigration vienne. Ils font le point et rappellent les revendications :

- baisse du prix des loyers.
 - blocage des prix.
 - suppression du règlement intérieur.
- Comme on pouvait s'y attendre, M. Dijoud n'est pas là, la direction de la Sonacotra est seule et on la fait rentrer.

La direction déclare avoir voulu contacter une autre autorité de tutelle, le Ministère des Finances. Mais pour Mr Fourcade et son ministère, «le mot de grève est employé de façon abusive», il s'agit d'une «cessation de paiement pure et simple de la part des résidents. Dans les conflits de travail, les grévistes ne travaillent plus, mais ne perçoivent plus de rémunération, alors que les résidents qui refusent de payer, bénéficient toujours du logement, du chauffage...», c'est donc «une rupture unilatérale du contrat d'hébergement» une «filouterie hôtelière ou une escroquerie, mais pas un conflit qui relève du droit de grève».

DES PROPOSITIONS OU DES INSULTES

La direction de la Sonacotra fait ensuite trois propositions «ayant pour but... une procédure de négociation plus souple, qui permette des contacts réguliers qui montre le caractère responsable des comités de résidents». C'est tellement cynique qu'il vaut la peine de le détailler. La première proposition sera la suivante : «Pour que le comité de coordination fasse la preuve de ses responsabilités, nous suggérons que vous envisagiez le règlement des redevances sous forme d'un acompte (soit à un huissier, soit à la Sonacotra). Nous suggérons que cet acompte se chiffre à 5F par jour pour les foyers F6 (150F par mois), 6F pour les F1/2, 8F

pour les F1 (240F par mois)... Cette situation permettrait d'éviter que la Sonacotra ne se trouve en situation de cessation de paiement... !

Par cette proposition, la direction Sonacotra met complètement de côté toute la plate-forme revendicative ! Pour être crédibles, respon-

de dans un certain nombre de foyers (de 6 à 10 par exemple) avec les justificatifs nécessaires, de telle manière que l'effort demandé puisse être mesuré de manière indiscutable. On ne peut pas s'en tenir à des approximations comme le SMIC et le chômage (1). Nous savons que certains ont des allocations de chômage supérieures au SMIC. Qu'est-ce à dire ? C'est là effectuer une enquête de police précise. Quand on rapproche cette proposition d'un décret du 22 janvier disant que les travailleurs immigrés au chômage depuis plus de 6 mois seraient expulsés, le but est clair ! De toute façon, c'est une manœuvre de division, visant à régler les problèmes cas par cas !

Enfin la 3^e proposition dira

de Tutelle ne sont pas concernés pour négocier, ils le sont pour «escroquerie» ! Et la direction, on dira «si ça continue, vous n'aurez pas que la Sonacotra en face de vous». Il s'agit bien de répression brutale. Par ce durcissement, la direction essaie de diviser les foyers «que chaque comité décide tout seul» «il y en a qui sont d'accord pour payer l'acompte, nous les attendons» et de casser le mouvement. Mais comme le disaient les travailleurs «nous devons continuer à décider tous ensemble». Les actes de pression sur les délégués se multiplient : convocations à l'ambassade, chez le patron, provocations de gérants, etc...

Face aux manœuvres de division de la direction, il faut renforcer la vigilance ! Expli-



sables, les délégués devraient arriver à faire payer les arriérés !

Mais cela, les résidents n'en veulent pas, les négociations doivent justement avoir pour but de baisser le prix des loyers, de les bloquer et d'en finir avec le règlement intérieur. La 2^e proposition sera : «Que soit constitué un dossier complet des ressources actuelles des Travailleurs Immigrés résidant

«ces points acquis, la Sonacotra entend poursuivre les contacts avec le Comité, dont la représentativité aura ainsi été clairement établie» ! Mais pour les travailleurs immigrés, pas question de payer ce retard !

DURCISSEMENT, NOUVELLES MENACES

Alors la direction de la Sonacotra utilise cette fois la menace. Car si les ministères

quer à tous, dans le détail, cette tactique. Contre la campagne raciste que la Sonacotra va sans doute déclencher sur le thème «a-t-on déjà vu des gens qui se font héberger gratuitement», en expliquant aussi la lutte aux travailleurs français. Car cette offensive contre les travailleurs immigrés, c'est toute la classe ouvrière qu'elle vise à affaiblir ! Continuons la lutte !

Monique CHERAN

PAYSANS

ELECTIONS AUX CHAMBRES D'AGRICULTURE

Du 1^{er} au 8 février, à des dates fixées dans chaque département par les préfets, auront lieu des élections aux chambres d'agriculture. Les chambres d'agriculture sont reconnues «établissements publics» par la loi. Leur rôle principal consiste à être «conseillers» des pouvoirs publics, c'est à dire des organismes légaux de concertation et de pression en faveur des intérêts de l'agriculture. Depuis 1966, elles ont créé de multiples services. Ainsi, elles emploient 2 500 conseillers et conseillères agricoles.

Des services fonciers pour favoriser les échanges à l'amiable, des services de formation professionnelle, de formation économique... Des comités de propagande en faveur de tel ou tel produit se sont développés dans la plupart des départements. Leur rôle d'encadre-

ment idéologique de la campagne est donc important.

Leur action est particulièrement sensible dans le domaine de la promotion des idées et des pratiques de modernisation qui, sous le couvert du «nécessaire progrès technique», favorise la pénétration du capitalisme dans l'agriculture française. Le scrutin est organisé par collège dont les principaux sont :

- celui des chefs d'exploitation et de leur conjoint (plus de 60% des électeurs et électrices) qu'ils soient fermiers ou métayers.
- celui des propriétaires ou usagers qu'ils soient ou non exploitants eux-mêmes (9% environ).
- celui des salariés agricoles (11% environ), ceux-ci sont représentés par des syndicats traditionnels, CGT, CFDT, etc.
- celui des anciens exploi-

tants et de leur conjoint âgés d'au moins 50 ans.

Les élus des groupements professionnels agricoles, de la coopération, des mutuelles, du Crédit Agricole...

La participation aux élections n'est traditionnellement pas très forte (souvent moins de 50%) mais cette année les appels aux urnes se sont multipliés. En effet, le scrutin a pris une tournure plus nettement politique. Dans plus de 80 départements sur 93, aux listes traditionnelles de la FNSEA seront opposées des listes du MODEF dont l'objectif est un changement d'orientation globale de la politique agricole en direction de celle préconisée par le programme commun. Dans de nombreux départements du centre et de l'ouest, la FFA sera aussi présente (Fédération française de l'agriculture). Ce mouvement d'idéologie

réactionnaire s'appuie sur les sentiments les plus traditionnels des paysans et veut faire la preuve de sa représentativité.

La préparation de ces élections a joué un rôle non négligeable ces derniers temps. Selon les départements, elle a, ou précipité des appels démagogiques à la mobilisation contre les décisions de Bruxelles concernant les prix agricoles, ou mis un frein à l'expression du malaise paysan. L'intérêt principal du résultat de ces élections sera de mesurer combien le courant réformiste ou révisionniste a mordu sur la position des notables traditionnels. Intéressant bien mince en vérité quant au fond de la situation des travailleurs paysans mais non dénué d'intérêt en ce qui concerne l'orientation de leur lutte.

J.C. - D.

INTERNATIONAL

A dix jours de la reprise du dialogue Nord-Sud

LE TIERS MONDE A LA RECHERCHE D'UNE UNITE TOUJOURS PLUS GRANDE

A dix jours de l'ouverture des travaux des quatre commissions de la conférence sur les matières premières et le développement, et alors que viennent de se terminer deux réunions, celle des co-présidents des commissions et celle de l'OPEP, tenue la semaine dernière à Paris, tandis qu'une troisième, celle des «77», poursuit à Manille ses travaux, il ne semble pas que les questions qui hypothèquent encore le succès du «dialogue Nord-Sud» se soient notablement éclaircies.

OPEP : 800 millions d'aide aux pays pauvres

Les pays de l'OPEP n'ont réussi à réunir que 800 millions sur le milliard de dollars prévu pour le Fonds d'aide aux pays pauvres. Mais cela n'est nullement dû à l'avarice que les économistes bourgeois prêtent aux pays de l'OPEP. La réalité est que l'Equateur et l'Indonésie, tout exportateurs de pétrole qu'ils sont, connaissent de grosses difficultés de balance des paiements.

Il est au contraire remarquable que d'autres pays de l'OPEP, pourtant loin d'avoir les coudées franches du point de vue financier, aient maintenu leurs engagements. Cela démontre à quel point l'OPEP ne sépare en rien son combat de celui de l'ensemble des pays du Tiers Monde.

Cependant, sans qu'on puisse parler, comme le font les journalistes bourgeois, de graves dissensions au sein de l'OPEP, le fait que la réunion extraordinaire qui devait se tenir à Abou-

Dhabi dès hier ait été annulée sans justification officielle satisfaisante, souligne bien les difficultés rencontrées par les pays pétroliers pour s'unifier plus avant. Les discussions devaient porter sur l'harmonisation des primes de frêt et de qualité qui font que les divers «bruts» de l'OPEP n'ont pas tous le même prix à l'exportation. C'est là une question importante car les pays impérialistes tentent justement d'utiliser ces différences pour casser les prix, en obtenant des rabais anormaux de certains pays producteurs.

Compte-tenu des différences de structure de l'économie des pays de l'OPEP, et donc l'acuité des problèmes de revalorisation des prix, l'unité reste sur ce terrain difficile à réaliser pleinement. L'important est que les pays de l'OPEP ne renoncent pas pour autant au combat, ce que les décisions sur l'aide au Tiers Monde démontrent amplement.

Nord-Sud : le débat de fond encore reporté

La réunion des co-présidents des commissions n'a guère fait avancer la question de fond qui est celle de l'enjeu de la conférence, les objectifs de l'impérialisme et du Tiers Monde restant visiblement contradictoires.

Certes, les délégués du Tiers Monde ont obtenu,

contre l'avis des Américains, qui ne souhaitent voir déboucher que la commission sur l'énergie, que les quatre commissions se réunissent simultanément, à cinq reprises. Mais ils n'ont pu obtenir que les attributions des commissions soient suffisamment précisées de manière à éviter l'enlisement des travaux.

Manille : mieux s'armer pour le combat futur

A Manille, les discussions qui se mènent entre pays du Tiers Monde, membres de l'ONU, pour préparer la quatrième Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement (CNUCED) semblent fructueuses. Sur les problèmes d'ordre monétaire et financier, les progrès sont lents, mais cela n'est guère étonnant lorsqu'on se rappelle qu'à Kingston, les pays du Tiers Monde n'avaient pas réussi à opposer un front très solide face aux manœuvres impérialistes, hésitant entre la revendication de subsides plus importants, et la contestation radicale de l'ordre monétaire international.

Toutes ces réunions reflètent bien le mouvement irréversible qui s'affirme dans le Tiers Monde, à la recherche de son unité. Il est à cet égard significatif que se tienne à partir d'aujourd'hui le premier congrès des économistes du Tiers Monde : que les pays du Tiers Monde, après des siècles de domination culturelle, décident de compter avant tout sur eux-mêmes pour ce qui est de la réflexion économique sur les problèmes du développement, n'est-ce pas le signe que le retour en arrière n'est plus possible ?

Frédéric MONTAGNET

le chômage au quotidien

« Il faut beaucoup de patience.. »

Roger, 43 ans, 10 ans à la plonge vaisselle et casseroles dans plusieurs restaurants de Strasbourg, sans dimanche ni fêtes, pas même le jour de Noël à soi, chômeur.

Anna, 18 ans et demi, 2 diplômes de sténo-dactylo, employée de bureau. Sans CAP, comme la plupart de ses camarades de classe de l'école Ste-Clotilde d'où elle sort, parce qu'elles boycottèrent les cours de religion ! Sur les 28 filles de sa classe, 7 ont trouvé du travail, des pistonnières, dit Anna, dont 2 seulement comme employées de bureau. Chômeuse avant d'avoir travaillé.

Roger, tous les matins de bonne heure va voir les offres d'emploi au Publi Hall où sont affichées les petites annonces. « Le journal, il n'a pas toujours l'argent pour l'acheter. Quant à l'ANPE, elle sait seulement faire courir les gens » dit Anna. « Elle envoie tout le monde chez les mêmes patrons. Il n'est pas rare d'attendre 2 à 3 h. pour s'entendre dire que la place est déjà prise. L'autre fois, pour 5 postes d'employé de bureau, il y avait 250 personnes. Moi, je ne me déplace plus » dit Anna. Elle écrit aux petites annonces, mais la plupart ne répondent même

pas aux lettres. Elle reste à la maison et s'occupe comme elle peut. C'est dur d'être à la charge de la famille, de faire vivre tout le monde, il n'y a que la pension d'invalidité du père et la sœur qui travaille. Et dire que quand elle était entrée à l'école, on lui avait dit : « sûr que vous trouverez du travail à la sortie de l'école ». « Faudrait savoir si on a encore le droit de changer d'employeur maintenant » dit Roger qui a quitté son travail parce qu'il en avait marre des conditions de travail.

« Les patrons profitent de ceux qui travaillent » ajoute Anna. « Tiens, prends pour exemple ma sœur : cela fait six ans qu'elle travaille à la Coopé 45 h. par semaine et même les jours de fête. Elle n'a même pas le droit de rouspéter : « il y en a d'autres qui attendent ! ». Oui, ils en profitent ».

L'avenir ? « Il faut beaucoup de patience » pense Roger qui n'a guère d'espoir avant le mois de mai. La F.P.A. ? Les listes d'attente sont longues. Anna, elle, s'inquiète de perdre les notions du métier qu'elle a appris et surtout la vitesse si importante pour une dactylo. Elle a remarqué que le tract



« Comité de Lutte Contre le Chômage était mal tapé et elle se propose de taper les prochains. Tous les deux sont d'accord pour dire que la situation n'est pas prête de s'améliorer, au contraire ; il faudra attendre au moins deux ans ; on est loin du fameux bout du tunnel entrevu par Chirac. Tous les deux sont d'accord pour participer au travail du Comité : il faut faire voir qu'il existe ! Les solutions ? La retraite à 60 ans ? « D'accord pour ceux qui voudront la prendre mais les retraités, c'est comme les chômeurs, la retraite, comme l'allocation chômage

ne permet pas vraiment de vivre. Il faudrait déjà augmenter les retraites. Et puis donner la retraite à 60 ans, cela ne donnera pas du travail aux autres. Pour les patrons, ce sera un licenciement déguisé. Ou alors il faudra les forcer à remplacer à chaque fois un retraité par un embauché ». Les 40 h. sans diminution de salaire ? « Ça serait bien, mais les patrons ne sont pas prêts d'accepter ; il faudra se battre. De toute façon il faut tout changer à la base ».

Résumé d'un entretien avec deux chômeurs dans le cadre du CLCC

POLITIQUE

SEGUY, VRP CHEZ MANUFRANCE

Invité par la direction, et dignement accueilli, Séguy a visité vendredi la Manufacture d'armes de Saint Etienne (Manufrance). Les directeurs lui ont présenté le nouveau fusil français, le MAS 5,56.

Séguy s'est employé, au cours des déclarations qu'il a faites, à masquer les contradictions de classe entre les ouvriers et les patrons de Manufrance. Se transformant en véritable VRP, il a sciemment confondu la défense de l'emploi des travailleurs avec la publicité pour le fusil français.

Evidemment, les travailleurs de Manufrance ont un intérêt immédiat à ce que leur entreprise ait des commandes : mais, leur emploi, au fond, ne dépend pas de la bonne réussite des ventes de leur patron. Combien en effet d'usines qui vendent bien et qui sont fermées, ensuite ? Combien de travailleurs licenciés alors que l'entreprise est rentable ? C'est le fondement même de l'exploitation capitaliste qui fait que la santé des entreprises est contraire de la santé des travailleurs. S'en remettre comme le fait Séguy au succès commercial d'une entreprise, c'est illusoire. Ce n'est que par la

lutte que les ouvriers peuvent défendre leurs intérêts.

Par ailleurs, le produit particulier fabriqué à Manufrance, les fusils, posent d'autres questions. Il est évident que la classe ouvrière n'est pas indifférente à la production d'armes dans sa lutte pour le socialisme. Ramener les intérêts de la classe ouvrière à ceux de la bourgeoisie, sur la question de la défense nationale, c'est sombrer dans le chauvinisme.

La question principale est de savoir qui dirige la défense, quelle indépendance on défend. Celle de la bourgeoisie française, ou celle du peuple français ? Et là, bien sûr, il y a deux intérêts, selon le point de vue de classe adopté. En disant que « l'intérêt des travailleurs » se confond avec « l'intérêt national », Séguy, en bon chauvin, évacue cette question. De toutes façons, son problème, il l'a dit, n'est que la « nationalisation de l'ensemble des industries d'armement ». Il s'agit donc simplement de transférer au secteur d'Etat, les entreprises privées. Mais il ne s'agit pas de révolution ! Ce ne seront pas les travailleurs qui décideront quelles armes fabriquer, ni quoi en faire !

En bref

Pour quelques dollars de plus

Dimanche après-midi, on jouait « les insectes de feu » au Berlitz un grand cinéma parisien devant une salle comble. Soudain, les spectateurs du fond voient des gravats tomber et entendent des cris. Il ne s'agissait pas comme certains le crurent tout d'abord d'un épisode du film d'horreur projeté, mais de l'effondrement d'une partie du plafond. Une trentaine de spectateurs des premiers rangs ont été atteints par les gravats, 10 ont été blessés dont un très sérieusement. Certains spectateurs avaient bien remarqué en entrant plusieurs seaux remplis d'eau, mais ils étaient loin de s'imaginer qu'il y avait des infiltrations d'eau dans le plafond. Par contre, la direction ne l'ignorait pas et savait les dangers que ça comportait, elle n'a pas hésité malgré cela à ouvrir la salle. L'argent avant tout ! Qui sait si la projection ne va pas se poursuivre pendant les travaux.

Renault-Solmer : le lock-out continue, la lutte aussi

Samedi, le lockout continuait à Renault Solmer, à la dernière séance extraordinaire du CE, la direction envisage de l'étendre à 3 700 puis à 4 300 travailleurs à partir du 11 février. Cette mesure correspondrait à la fermeture de l'usine de FOS. Face à ces nouvelles mesures, aux refus de la direction de satisfaire les revendications des peintres, dans les deux usines, la lutte continue et cette semaine risque de s'étendre à l'ensemble du département 74 pour Renault malgré les tentatives de division de la CGT qui tient à en faire une grève « sectorielle ».

Trente-deuxièmes de finale de la Coupe de France

La surprise de ces trente-deuxièmes de finale, c'est évidemment la défaite du tenant Saint-Etienne battu 2 à 0 par Troyes. Autre surprise : la victoire de Valenciennes contre Nantes : 4 à 2. Par contre Metz s'est imposé à Strasbourg : 5 à 2.

LA VIE DU JOURNAL

PARMI VOS LETTRES

«Comment tout lire...»

« Certains lecteurs essaient de résoudre un problème : comment arriver à tout lire, comment arriver à s'informer au maximum avec la vie de «dingue» que l'on mène ? »

chez un couple : lorsqu'on fait la cuisine ou autre tâche ménagère, l'autre lit tout fort un article pour que les deux en profitent.

une camarade ayant un peu de temps chez elle enregistrerait sur cassette certains articles du journal pour les faire entendre à une ménagère algérienne qui ne sait pas lire. Elle comprend très bien le français mais trouve que certains mots employés sont trop compliqués. Ce n'est pas assez du langage courant. »

des lecteurs de Marseille.

Une enquête sur l'école

Dans le Quotidien, on parle peu de la famille. Il y a un effacement de la vie des gens une fois rentrés à la maison. Pourtant un prolongement des luttes menées sur le lieu de travail au lieu où on habite est important.

Il faudrait faire connaître les luttes qui se mènent sur le quartier.

Pour montrer quels articles nous semblent être à renouveler, on peut prendre celui des jeunes chômeurs que les parents enqueulaient systématiquement.

Après avoir cherché des thèmes pour des articles possibles, nous nous sommes dit que nous pourrions en faire un nous-mêmes. C'est ainsi que nous avons décidé de mener une enquête sur l'éducation des enfants à l'école... »

Un groupe de lecteurs de St-Denis

«Pas assez d'humour...»

Ce qu'ils lisent en premier, c'est le courrier. Après, c'est la page internationale, le bloc-note, les articles d'actualité... On a trouvé qu'il n'y avait pas assez d'humour, que les articles avaient tendance à être trop sérieux, trop moralisateurs, ce qui rendait la politique «austère»: il y a moyen de dire la même chose de façon plus vivante: l'ironie, l'humour, etc. ça prouve la force de notre conviction. C'est une arme... »

corr. Grenoble

La question des syndicats

« Bien que le journal explique bien la nécessité d'un mouvement d'ensemble de la classe ouvrière, il nous semble y avoir une très nette insuffisance sur la question des syndicats: leur nécessité, la ligne à adopter pour en faire réellement une arme pour les travailleurs; la dénonciation des syndicats en tant qu'outils des révisionnistes et des réformistes sans affirmer dans le même temps la nécessité d'une ligne syndicale révolutionnaire fondée sur les initiatives des travailleurs sur le terrain des luttes, tend à accréditer l'idée fausse que les syndicats sont de mauvais moyens de lutte, et qu'en conséquence on pourrait lutter en dehors de ceux-ci, dans des comités uniquement par exemple... »

Réunion de lecteurs de Chevilly-Larue

FRONT ROUGE Organe Central du Parti Communiste Révolutionnaire (ml)

N° 3 - nouvelle série

est paru

Le numéro : 5 F (+ port)

Au sommaire :

- La ligne de masse
- Les marxistes-léninistes et l'armée
- La conférence Nord-Sud

Passez vos commandes
BP 161 - 75 864 Paris Cédex 18
CCP - 31 191 14 La Source

SOUTIEN FINANCIER AU QUOTIDIEN DU PEUPLE

je donne 10 F 50 F 100 F F

Nom
Profession.....
Adresse.....
Envoyer à :
Le Quotidien du Peuple BP 225 75 924 PARIS Cédex 19
CCP 23 132 48 F PARIS

A propos de Marmande «UNE VÉRITABLE INFORMATION...»

Camarades,
Je viens de terminer l'article du « Quotidien » intitulé « les jeunes des lycées donnent leur point de vue » au sujet des avortements de Marmande, et je suis vraiment révoltée. Passe encore que vous ayez réussi à trouver des lycéens paraissant peu conscients du problème, mais je ne comprends pas que votre conclusion soit aussi évasive.

En effet comment ne pas sursauter, en lisant qu'à 16 ou 18 ans, une fille (seule je présume) ferait mieux de garder son enfant plutôt que de recourir à l'avortement. Ça s'élève comment un gosse, avec un peu d'amour et d'eau fraîche, ou alors chez papa et maman avant les moyens ?...

De même, que veut dire le terme « on est responsable », formule creuse s'il en est dans le système actuel, où l'information sur la contraception est des plus confidentielles, réservée à des gens déjà fortement concernés. (à ce propos le Quotidien pourrait peut-être déjà sous la plume du docteur QdP commencer à aborder le problème).

où le corps médical lui-même se montre, pour des questions de morale abusive, réticent aux demandes des filles majeures et des femmes mariées que dire alors des mineures qui doivent encore obtenir la permission des parents pour accéder à la contraception. Et ce n'est pas la nouvelle politique gouvernementale de natalité qui rendra les choses plus faciles ! La femme semble concernée. Qu'elle

se débrouille... La «responsabilité» lui incombe à elle seule.

La solution à tout cela c'est donc avant tout une meilleure et véritable information sexuelle, une information complète sur la contraception en particulier et nous comptons sur le Quotidien pour aborder le problème le plus tôt possible.

Meilleures salutations.

Une lectrice d'Orléans



Qu'une meilleure et véritable information sexuelle et en particulier une information sur la contraception soit un élément de solution, c'est certain. Est-ce cependant la solution ? Nous ne le pensons pas. Il ne s'agit pas seulement d'une question d'information. Le problème de la sexualité participe de la base idéologique et de son expression familiale. Les rapports sexuels chez les jeunes, c'est souvent une façon de s'émanciper de la tutelle familiale, ou de marquer un refus du style de vie imposé par la bourgeoisie mais dans ce cadre, les rapports sexuels n'amènent que de nouvelles contraintes, et constituent un dérivatif qui ne change rien à l'ordre établi. Les conditions de la résolution de ces problèmes

n'apparaîtront vraiment que dans le changement radical du système social.

Dire que la société capitaliste a imposé des «tabous», c'est juste et c'est faux, car ce n'est pas cela. En même temps qu'elle impose des tabous, la société capitaliste incite à les violer d'une façon qui les renforce : le déferlement actuel de la pornographie, autre face de la pudibonderie bourgeoise en est un exemple.

Les jeunes et tous les travailleurs sont confrontés à une fausse alternative : rigorisme moral et libéralisme sexuel, qui ont en commun leur mépris des femmes. Les deux termes de cette alternative sont posés comme des absolus, isolés de la pratique sociale des individus.

Cette réponse est évidemment très insuffisante, elle ne fait qu'indiquer de quelle manière nous estimons devoir poser le problème.

L'enquête réalisée dans l'article en question esquissait précisément ce débat, l'éluait. C'est la raison principale pour laquelle certains points de vue pour le moins ambigus (« une fille de 16 ans doit garder son enfant », « elles n'avaient qu'à prendre leurs précautions... »), points de vue qui existent chez certains jeunes, n'y étaient pas combattus. Une telle démarche tourne évidemment le dos au Quotidien que nous voulons faire. Il est utile d'en rendre compte. C'est une condition pour progresser.

UNE TRISTE NOUVELLE

C'est une triste nouvelle, elle n'est même pas politique. Mon copain, mon pote est mort... Emporté par un cancer en 15 jours.

Il est mort dans ce sordide hôpital Tenon et lundi il sera enterré civilement.

Car Robert était ouvrier électricien à Paramount. Un vrai parisien de Belleville, un habitué du Père Lachaise et de Pelleport, un électricien du spectacle, un fils du peuple de Paris.

Je l'appelais le Père siffleur, ses phrases étaient gouailleuses, acérées comme des poignards, il n'aimait pas entendre des conneries des larbins des capitalistes. Il savait d'instinct où était le bon pour les ouvriers et lorsque la section syndicale a été fondée il y a un an il nous

était précieux par ses conseils éclairés. Il m'aimait bien et moi aussi.

Il lisait «Le Quotidien du Peuple» dès le n° 1 et nous le commentions ensemble.

Il pensait que c'était indispensable de fiche en l'air les «tôliers» et qu'il fallait pour cela dénoncer les pontes qui ne faisaient du syndicalisme que pour eux et les faux communistes qui étaient marxistes en parole et petits-bourgeois en actes.

Il pensait qu'après 30 ans de luttes, d'espoirs déçus et de trahisons, la seule voie pour les ouvriers, c'était la révolution et la victoire du prolétariat.

Sur son lit d'hôpital il m'a dit : « Alors Marchais va trahir la classe ouvrière avec cette salade. Dire que la Dictature du Proletariat c'est dépassé c'est

trahir Lénine. Tu as raison, ce faux-communiste est un renégat. Je vais me remplumer, me reposer et je vais venir militer avec toi pour la dictature du Proletariat. »

Hélas il est mort.

Alors je suis triste et je l'écris. C'est triste pour un ouvrier de perdre un camarade de travail et de combat. Ceux qui ont perdu des copains en accident du travail ou en maladie comprendront que je ne veux pas faire de sentimentalisme. Mais j'ai le cœur gros. C'est tout.

Encore un ouvrier qui n'aura pu arriver à la retraite après 48 ans de boulot. Il avait 63 ans. Les ouvriers et les employés de Paramount te saluent, Robert.

un ouvrier de Paramount

JE M'ABONNE

250 F	1 AN	80 F	3 MOIS
150 F	6 MOIS	30 F	1 MOIS

Nom.....
Profession.....
Adresse.....

Envoyez à :
le Quotidien du Peuple
BP 225
75 924 Paris Cédex 19
CCP 23 132 48 F Paris

Le Quotidien du Peuple
publication du PCR (ml)
Adresse postale :
BP 225 75 924
Paris Cédex 19
CCP n° 23 132 48 F Paris
Directeur de publication
Y. CHEVET
imprimé par IPCC Paris
distribué par les NMPP
Commission Paritaire :
56 942

LIRE ET RELIRE

UNE MULTINATIONALE FRANÇAISE

Péchiney-Ugine-Kuhlmann

Ce livre, fruit d'un travail collectif avec des militants CGT et CFDT, est très certainement l'étude la plus complète qui soit parue sur un trust français jusqu'à ce jour. Et quel trust !

En effet, Péchiney-Ugine-Kuhlmann, ce sont des imbrications multiples et diverses avec les banques (Paribas, Crédit Lyonnais...), avec l'Etat français (de nombreux dirigeants du trust sont passés auparavant par des organes du pouvoir), avec les Etats fascistes d'Espagne, de Grèce, de Corée du Sud.

Les auteurs démontrent très bien cette formation tentaculaire qui combine capital industriel et capital financier, en s'appuyant sur le pouvoir en place dans son pays d'origine et sur des régimes dictatoriaux pour assurer son emprise extérieure, en bonne multinationale dont le seul but est d'amasser de fabuleux profits. Ainsi, pendant la guerre de 1914-1918, plusieurs millions de poilus sont morts dans les tranchées.

Pendant ce temps, les trois firmes, et principalement Kuhlmann, travaillaient pour l'industrie de guerre non sans bénéfice puisque son capital passait de 6 millions de francs en 1915 à 40 millions en 1917.

De plus, ils acquièrent à la fin des hostilités des brevets allemands et de nouvelles unités de production. Ces vampires sortaient terriblement fortifiés d'une guerre qui n'avait été que souffrance et mort pour le peuple.

Une partie importante du livre est également consacrée

à l'étude des conditions de vie et de travail des 10 000 employés du trust.

Le système des salaires à lui seul est déjà significatif. En moyenne il est composé pour 30% de primes dont la principale est celle de productivité.

La productivité c'est le cheval de bataille du groupe qui a vite mis en pratique le système des 3x8 dans toutes les usines d'aluminium où les ouvriers travaillent déjà en permanence dans la chaleur de 50° à 70° et dans une

atmosphère dont la teneur

en poussières varie entre 160 000 et 600 000 particules par litre. Mais la médecine patronale n'estime pas pour autant qu'il s'agit de conditions de travail désastreuses conformément aux désirs de la direction.

Mais le tableau du monde ouvrier que brossent les auteurs est loin d'être défaitiste comme le prouve le long passage consacré à la grève de Noguères qui eut lieu en 1973 et qui mit en question l'emprise dictatoriale du



cette même vallée, le groupe construit des systèmes anti-pollution qu'il vend à l'étranger !

Tous ces aspects sont largement développés avec des schémas à l'appui dans ce livre qui a l'avantage d'être écrit dans un style clair et immédiatement compréhensible.

Il est à souhaiter que d'autres enquêtes aussi sérieuses soient menées dans différents domaines liés au travail de notre époque.

J. Y. Pesci

SPECTACLES

A la Cartoucherie de Vincennes

«LA VIE DE CHÂTEAU, POURVU QUE ÇA DURE»

«La vie de château, pourvu que cela dure», une pièce montée par la troupe «Al Assifa» présentée à la Cartoucherie de Vincennes.

Sur scène, les travailleurs immigrés rêvent à ce pays de cocagne qu'est la France : on y trouve du travail, de l'argent, des autos, des petites femmes... tout cela dans une atmosphère de joie ; musique douce, costumes aux couleurs chatoyantes, discussions, rires. Il en est de même pour les femmes qui attendent le mari, le frère, l'ami.

Mais une fois que la décision est prise «départ pour la France», les travailleurs affrontent la dure réalité : pas de papiers, répression de l'Amicale et des flics, vie sordide dans les foyers, racisme, chômage... tout cela dans une ambiance lourde : peu d'éclairage, costumes noirs, musiques aux rythmes rapides, musique funèbre, pleurs, douleurs.

Cette troupe soulève les problèmes que rencontrent les travailleurs immigrés par : le rôle de l'Office Nationale de l'Immigration (ONI) «tampon apposé dans le dos du travailleur s'il est sélectionné lors de la visite médicale - bon pour l'exportation » ; par la

dénonciation des bourgeois arabes et françaises «sur un air de valse, elles peuvent régler le contrôle de l'immigration selon leurs besoins » ; par la dénonciation des conditions de travail et de vie «le mari, le frère, l'ami revient au pays... dans un cercueil » ; par l'ébauché du problème des femmes de travailleurs immigrés restées au pays (fait tout à fait nouveau dans les pièces de cette troupe).

Mais pourquoi ne pas avoir porté davantage l'accent sur les raisons pour lesquelles les travailleurs sont obligés de s'expatrier : le chômage, bien sûr... Mais pourquoi y a-t-il du chômage ? Est-ce la faute des travailleurs ? Et surtout pourquoi ne pas avoir fait apparaître les travailleurs immigrés comme partie intégrante de la classe ouvrière en France, les liens de solidarité entre les travailleurs français et immigrés ? Cette pièce ne montre pas l'unité des travailleurs français et immigrés telle qu'elle a pu se renforcer à Chausson, aux Câbles de Lyon.

C'est devant un public inhabituel à la Cartoucherie que s'est déroulé ce spectacle, un public composé en majorité de travailleurs immigrés et français.

LUNDI 2 FEVRIER

TF1

18 h 15 A la bonne heure
Emission
18 h 45 Pour les jeunes
Le manège enchanté
19 h 20 Actualités régionales
19 h 40 1 minute pour les femmes. Lenouveau divorce, ça y est
19 h 45 Alors, raconte
20 h 00 JOURNAL
20 h 30 Sénéchal
le magnifique. Film de Jean Boyer (1957)
22 h 00 Alfred DELLER
Portrait d'une voix
23 h 00 JOURNAL

A2

16 h 30 JOURNAL
18 h 40 Palmarès des enfants
18 h 55 Des chiffres et des lettres. Jeux.
10 h 20 Actualités régionales
19 h 45 Y'a un truc
20 h 00 JOURNAL
20 h 30 La tête & les jambes
Jeu.
21 h 45 Gilles de RAIS
A. DECAUX raconte
22 h 50 JOURNAL

A3

19 h 00 Pour les jeunes.
Les bateliers.
19 h 20 Actualités régionales
19 h 40 Tribune libre
Emission en Lorraine
19 h 55 FLASH JOURNAL
20 h 00 Programmes régionaux
20 h 30 Le Voyou
Film de C. Lelouch
22 h 25 JOURNAL

feuilleton

ETOILE ROUGE SUR LA CHINE

AUX ÉDITIONS STOCK

d'Edgar SNOW

TENACITÉ ET SENSIBILITÉ

RÉSUMÉ :

Après avoir rencontré Chou En-lai, le journaliste américain, Edgar Snow, est arrivé à Pao-an, capitale provisoire de la Chine Rouge. Là, se trouve Mao Tsé-Toung, président de la «République soviétique du peuple chinois», titre officiel adopté en 1936. Edgar Snow livre ses premières impressions sur Mao Tsé-toung.

8^e épisode

PAS DE CULTE DU HÉROS

L'influence de Mao Tsé Toung dans tout le monde communiste chinois est aujourd'hui probablement plus grande que celle de tout autre. Il est membre de presque tout le Comité militaire révolutionnaire, le Bureau politique du Comité central, la Commission des finances, le Comité d'organisation, la Commission de Santé publique et d'autres. Son influence décisive s'affirme par son ascendant sur le Bureau politique qui a le dernier mot dans la politique du Parti, du Gouvernement et de l'Armée. Pourtant, tandis que chacun le connaît et le respecte, il n'y a -du moins jusqu'à présent- aucun rituel du culte du héros dressé à son intention. Je n'ai jamais rencontré un communiste chinois qui ait rabâché des phrases comme «notre-grand-chef», je n'ai pas entendu le nom de Mao employé comme synonyme pour le peuple chinois, et cependant je n'ai jamais rencontré un communiste qui n'aimât et n'admirât «le président» -ainsi que tout le monde l'appelle. Son prestige était évidemment immense. (...)

UN HOMME COMPLEXE

Mao me parut un homme très intéressant et très complexe. Il avait la simplicité et le naturel du paysan chinois, avec un vif sens de l'humour et un goût du rire rustique. Son rire s'exerçait même sur sa propre personne et sur les imperfections des

soviets -une sorte de rire juvénile qui n'ébranla jamais le moins du monde sa foi intime en son dessein. Il a son franc-parler et vit simplement, et certains pourraient le trouver grossier et vulgaire. Cependant, il combine de curieuses qualités de naïveté avec l'esprit le plus incisif et toute la sophistication des choses de ce monde.

Je crois que ma première impression -principalement une impression de sagacité innée- était probablement correcte. Et pourtant Mao est un lettré accompli à langue classique, un lecteur omnivore, un étudiant assidu de philosophie et d'histoire, un bon orateur, un homme doué d'une mémoire exceptionnelle et d'un extraordinaire pouvoir de concentration, un écrivain compétent, peu soigneux dans ses habitudes personnelles et son apparence, mais étonnamment méticuleux dans l'accomplissement de ses devoirs, un homme d'une énergie infatigable et un stratège militaire et politique de génie. Un fait digne d'intérêt est que de nombreux Japonais le regardent comme le plus capable des stratèges chinois vivants (...)

UNE VIE SIMPLE

Mao vivait avec sa femme dans un yao-fang (1), de deux pièces, avec des murs nus, pauvres et couverts de carte. Il avait connu bien pire et, en sa qualité de fils de «riche» paysan du Hounan, il avait aussi connu mieux. Le plus grand luxe dont ils s'enorgueillissaient était un mousquetaire. Pour le reste, Mao vivait sensiblement comme les hommes de troupe de l'Armée rouge. Après avoir commandé les Rouges pendant dix ans, après avoir confisqué aux propriétaires fonciers, aux fonctionnaires et aux percepteurs des centaines de propriétés, il possédait seulement ses couvertures et quelques affaires personnelles, y compris deux uniformes de coton. Bien qu'il fût par son rang un général de l'Armée rouge en même temps que le président, il ne portait au col de sa vareuse que les deux traits rouges qui sont l'insigne du soldat rouge ordinaire (...)

Mao travaillait treize à quatorze heures par jour, souvent jusque tard dans la nuit, se couchant fréquemment à deux ou trois heures du matin. Il paraît avoir une constitution de fer. Il fait remonter cela à une jeunesse passée en travaux pénibles à la ferme de son père, et à une période austère de sa vie de lycéen lorsqu'il forma une sorte de club à la spartiate avec quelques camarades. Ils avaient coutume de jeûner, de faire de longues excursions dans les collines boisées du Sud de la Chine, de nager par le temps le plus froid, de marcher sans chemise sous la pluie et la neige fondue -tout cela pour s'aguerrir. Ils savaient par intuition que les années qui venaient exigeraient une grande capacité de résistance aux privations et à la souffrance (...)

Mao me fit l'impression d'un homme d'une profonde sensibilité. Je me rappelle que ses yeux s'humectèrent une ou deux fois en parlant de camarades décédés ou en retraçant des incidents survenus dans sa jeunesse, pendant les émeutes de la faim et de la famine au Hounan, quand des paysans affamés furent décapités pour avoir réclamé à manger au yamen (2). Un soldat me raconta qu'il avait vu Mao au front donner sa vareuse à un blessé. On me dit qu'il avait refusé de porter des chaussures quand les soldats en manquaient. (...)

Sauf pendant quelques semaines de maladie, il marcha comme la troupe, presque tout au long des dix milles kilomètres de la Longue Marche. A tout moment, ces dernières années, il aurait pu arriver à de hautes fonctions et à la richesse en «trahissant» au profit du Kouomintang, et cette remarque s'applique à la plupart des chefs rouges. La ténacité avec laquelle pendant dix ans ces communistes s'accrochèrent à leurs principes ne peut être pleinement appréciée à moins de connaître la coutume des «boulets d'argent» qui, dans l'histoire de Chine, ont rallié bien des rebelles. (...)

à suivre

INTERNATIONAL

IRAN : MEETING DÉTERMINÉ A PARIS

LES COMBATTANTS DU PEUPLE

interview d'Ali, membre de l'U.E.I.F. Union des Etudiants Iraniens en France
BP 765 - 75123 Paris - Cédex 03

Vendredi soir, plusieurs centaines de personnes se sont réunies au meeting organisé par l'Union des Etudiants Iraniens en France (UEIF) contre l'assassinat pas le Chah des neuf condamnés à mort. Malgré la menace d'un groupe fasciste, et d'autres provocations, le meeting a été un grand succès. Les participants ont affirmé leur soutien à la lutte révolutionnaire du peuple iranien.

A cette occasion, nous avons interrogé un étudiant iranien sur l'organisation des Combattants du Peuple d'Iran, à laquelle appartenait la majorité des condamnés.

— Le Quotidien du Peuple : Peux-tu nous dire tout d'abord ce qu'est cette organisation ?

— Ali : Elle se proclame aujourd'hui marxiste-léniniste. Il faut savoir que cette organisation se réclamait auparavant de l'islam révolutionnaire. En Iran, il y a une tradition ancienne de lutte musulmane : contre les autorités (le calife), contre les injustices... Pendant des siècles ensuite, c'est l'islam réactionnaire qui l'a emporté. Mais depuis la pénétration des idées marxistes en Iran, il y a 50 ans, des liens étroits ont toujours existé entre les militants anti-impérialistes musulmans et les marxistes. Par exemple, à leur création, les Combattants du Peuple se disaient les «frères de lutte des communistes contre l'impérialisme et le régime fasciste du Chah».

Bien qu'il sache que les Combattants du Peuple sont aujourd'hui marxistes-léninistes, le régime a cherché, à travers le procès du 31 décembre, à s'en prendre à ce lien militant entre progressistes musulmans et communistes ; il veut faire croire que l'islam est «pacifique» et que, donc, un musulman ne peut lutter contre le régime avec des armes. La volonté des tortionnaires de briser ce lien est très nette dans ce qu'ils ont publié, sous le titre de «déclarations autocritiques» des condamnés.

— QdP : Pourquoi ont-ils été condamnés ?

— Ali : Ils sont accusés d'avoir tué le général Zandi Pour, un des plus vieux responsables de la SAVAK, et trois officiers américains. Le régime ne peut laisser passer de telles exécutions révolutionnaires sans réagir, sans assassiner des militants pour redonner confiance à son armée et rassurer les Américains sur leurs conditions de sécurité en Iran.

— QdP : Parmi les neuf condamnés, il y a une femme ; que signifie aujourd'hui cet assassinat ?

— Ali : C'est un fait important. Jamais le régime n'avait exécuté officiellement de femmes. Il y en a beaucoup en prison, beaucoup qui sont torturées et sont aussi liquidées. Mais si Manijeh Ashraf-Zadeh Kermani a été assassinée, c'est parce qu'il y a aujourd'hui un développement important de la lutte des femmes. Parmi les cinq militants tués lors d'un affrontement, il y a quelques jours, il y avait deux femmes. Par cette exécution, le régime veut donner un coup d'arrêt à l'entrée en lutte massive des femmes. Mais il emploie aussi d'autres moyens. La presse fait des campagnes racontant qu'elles ne sont là que pour assouvir les désirs des militants, qu'elles ne sont que des prostituées ou

des malheureuses qu'on a trompées. Et face à leur fermeté, les tortionnaires deviennent odieux ; prenons l'exemple de Assié Ahmadi, son frère était membre des Combattants du Peuple, il a été tué ; mais ils ont arrêté la sœur, elle a accouché en prison et pour la faire parler, ils ont torturé son bébé devant elle. Mais rien n'arrête la volonté de lutte de ces femmes.

— QdP : Pourquoi le régime fasciste s'en prend-il particulièrement à cette organisation ?

— Ali : Les raisons sont assez claires. Le régime a peur du développement réel de cette organisation, d'autant plus qu'aujourd'hui, elle lutte sur des bases politiques marxistes-léninistes. D'après les textes qu'elle a publiés, comme par exemple le journal édité en direction de la classe ouvrière, on peut voir qu'elle a des liens effectifs avec les ouvriers et une réelle influence dans la paysannerie et n'est plus cantonnée au milieu intellec-

tuel. Elle a toujours eu le souci de développer du travail politique dans les masses. Dans le dernier numéro de ce journal, les Combattants du Peuple parlent de nombreuses luttes qui se sont déroulées dans les usines, comme les grèves pour les salaires à l'usine de tissage de Shahi, à la fabrique de carrelages d'Ariana, à l'usine d'Azmayech qui fait de l'électro-ménager ou à celle de Frouzan qui fabrique des fours à briques ou encore dans la chaussure comme aux usines Bela et Djam... Ce journal parle aussi de l'occupation pendant quelques heures d'une ville par environ 1 500 paysans qui ont tenu tête à l'armée, où la répression a été dure ; il parle encore de travailleurs qui, malgré l'interdiction du pouvoir, reconstruisent chaque jour les maisons détruites par l'armée ou la police. C'est très important de faire connaître ces luttes, surtout qu'elles ne font que se développer. C'est de ça aussi que le régime du Chah a peur.

Manijeh Ashraf-Zadeh Kermani assassinée par le Chah.



Beyrouth : le rédacteur d'un journal Baassiste assassiné

Samedi soir, deux journaux baassistes ont été attaqués. Le directeur du journal Al Moharrer ainsi que trois autres personnes ont été enlevés. Dimanche matin, on retrouvait le corps du directeur du journal assassiné.

Cet attentat montre que la paix reste précaire à Beyrouth bien que dans l'ensemble le cessez-le-feu soit appliqué et que la vie normale se réorganise après les destructions causées par les derniers combats.

Glasgow : 6 000 grévistes chez Chrysler

Les 6 000 ouvriers de l'usine de Glasgow sont en grève, pour obliger la compagnie à payer une livre de plus par semaine 43 ouvriers récemment mutés à Linwood à la suite de la fermeture de leur usine. Leur ancien salaire était inférieur à celui des ouvriers de Linwood pour le même travail. La direction a refusé toute augmentation de leur salaire sous prétexte que cela remettrait en cause le blocage des salaires décidé par le gouvernement. Celui-ci a fait savoir qu'il ne verserait pas les subventions prévues pour tirer d'affaire Chrysler, si le nombre de grèves ne diminuait pas. C'est un véritable chantage au chômage que le gouvernement et les travaillistes exercent contre les ouvriers de Chrysler.

Le quotidien du peuple

les rapports entre l'Algérie et la France

L'interview accordée par Giscard d'Estaing au «Nouvel Observateur» apparaît comme une réponse aux accusations formulées par l'Algérie, notamment dans un récent commentaire d'Algérie Presse Service, concernant la politique française en Méditerranée.

Si l'ambassadeur d'Algérie en France a déclaré que ces prises de position du président français contribuaient à «détendre les relations entre les deux pays», elles sont loin de rassurer quant au fond sur les intentions véritables du

gouvernement français. A Alger, aucune réaction officielle n'a encore été publiée, cependant, certains observateurs soulignent déjà la contradiction entre le respect affirmé du régime intérieur algérien et le soutien à l'accord tripartite entre l'Espagne, le Maroc et la Mauritanie qui a conduit au partage du Sahara, contre l'avis du peuple sahraoui, soutenu en cela par l'Algérie. L'application de cet accord est, on l'a vu dans le courant de la semaine dernière, la principale cause de conflit dans la région.

Deux positions : algérie presse service giscard

Le 22 janvier 1976

SUR LES RAPPORTS FRANCO-ALGÉRIEN

«C'est en vérité parce que l'Algérie n'a jamais accepté de cautionner, et encore moins, de servir de tremplin à une politique qui débarrassée de ses artifices, est apparue dans toute sa réalité néo-colonialiste, que les stratégies de la diplomatie française ont considéré que la «présence» de la France en Méditerranée et en Afrique particulièrement, ne pouvait être garantie qu'à travers des actions de différente nature visant à affaiblir le rôle de l'Algérie dans la région» (...)

SUR LES TENSIONS DANS LA RÉGION

«En fait de médiation, la France s'est employée en toute logique à attiser les conflits régionaux, à la recherche de clients potentiels, quand elle n'a pas été elle-même partie prenante dans la naissance des conflits.» (...)

«Entre la France et l'Algérie, il n'y a, à mes yeux, ni crise, ni tension, ni même situation conflictuelle» (...)

Aussi sommes-nous bien déterminés non seulement à respecter la souveraineté de l'État algérien, ce qui va de soi, mais aussi le caractère irréversible de cette option socialiste» (...)

«(...) L'Algérie ayant maintes fois affirmé qu'elle n'avait pas de revendication territoriale à formuler, il nous a paru conforme au bon sens de laisser s'entendre entre eux le Maroc et la Mauritanie, d'une part, avec l'Espagne, de l'autre.» (...)

«Il ne nous semble pas raisonnable que cette population nomade, évaluée au minimum à trente mille et au maximum à cent mille personnes, se constitue en État autonome avec son gouvernement, ses finances, son armée, ses ambassades, etc...» (...)

LES RELATIONS FRANCO-ALGÉRIENNES EN 1975

Dans l'année 1975, plusieurs incidents ont marqué les relations franco-algériennes. Dans le domaine des relations économiques, le gouvernement algérien a rompu les négociations avec Renault parce que la Régie voulait vendre au-dessous du cours mondial le pétrole reçu en paiement des camions livrés à l'Algérie.

Au mois de novembre, le gouvernement algérien nationalisait Elf-Erap, qui voulait payer le pétrole à un prix de 10 à 20 % au-dessous du prix fixé par l'OPEP.

En janvier 1976, un commando de quatre hommes est arrêté à Alger à la suite d'un attentat contre les locaux d'El Moudjahid. Ce commando était accusé par les autorités algériennes d'avoir commis des attentats contre plusieurs locaux de l'Amicale des Algériens en France ainsi que contre le consulat d'Algérie à Marseille en 1973 et à Nice en 1975. D'après la police algérienne, ils étaient connus de la police française, et entretenaient des liens avec le SDECE, le service français de renseignements.

En bref

Travaux accélérés dans le Sinaï

Les américains qui travaillent à la mise en place du réseau de surveillance dans le Sinaï travaillent même de nuit à la lumière des projecteurs pour achever le plus rapidement possible. Ce réseau de surveillance installé et utilisé par les américains était prévu par l'accord égypto-israélien pour veiller à l'application du cessez-le-feu. Il coûte 16,5 millions de dollars et est fabriqué avec du matériel «expérimenté avec succès au Viet-Nam», affirme le colonel Layne qui l'a utilisé au Viet-Nam et qui est le chef des installations.

Le 22 février, les Israéliens doivent se retirer des cols surplombant le canal de Suez. Mais aussi on a vu Israël préparer activement une cinquième guerre à l'occasion des affrontements du Liban. Tout le réseau d'observation des Américains peut les aider à connaître exactement les mouvements des troupes égyptiennes. L'un des résultats de l'accord sur le Sinaï est de renforcer encore les capacités militaires d'Israël en lui offrant ce moyen de contrôle très perfectionné.